

TÊTE-À-TÊTE HIER ENTRE SELLAL ET SIDI SAÏD

La tripartite avancée à la fin février

La prochaine tripartite prévue à la fin du mois de mars prochain pourrait se tenir à la fin du mois en cours, au plus tard lors de la première semaine du mois prochain. La question était au centre d'un tête-à-tête au Palais du gouvernement, entre le Premier ministre Abdelmalek Sellal et le secrétaire général de l'UGTA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La rencontre entre les deux responsables s'est articulée autour des questions inscrites à l'ordre du jour mais aussi du timing de la tenue de cette 20^e tripartite. Selon une source syndicale sûre, les deux hommes ont notamment débattu des questions liées à l'économie du pays, en évoquant notamment l'urgence d'unifier les procédures portant investissement.

Pour rappel, lors de sa dernière sortie, le Premier ministre avait déclaré que «la 20^e réunion de la tripartite sera consacrée à l'évaluation des mesures économiques prises par l'Etat ainsi qu'à l'examen de la situation économique du pays». La dernière réunion qui s'est tenue en

juin dernier, avait évoqué plusieurs dossiers dont le «nouveau modèle économique, la mise en œuvre du pacte économique et social dans les domaines de l'investissement et de l'emploi et l'ajustement du régime de retraite». La 20^e tripartite procédera à une évaluation de l'état de la mise en œuvre du nouveau modèle économique.

Abdelmalek Sellal avait affirmé, faut-il le rappeler la ferme «volonté du gouvernement à améliorer le cadre de vie du citoyen, soutenant qu'en dépit de la chute importante des cours du pétrole ces trois dernières années, la situation socio-économique est stable». Invité le 28 décembre dernier à une émission de télévision, le Premier ministre



Abdelmalek Sellal.

avait déclaré, que «l'Algérie est avant tout une République démocratique et sociale» qui ne saurait se soumettre, au plan idéologique, au libéralisme, celui-là même qui est synonyme de sauvagerie».

M. Sellal a par ailleurs laissé entendre qu'il n'y aura pas d'augmentation de salaires en 2017».



Sidi Saïd.

Il reste à savoir si Abdelmalek Sellal réitérera ses engagements lors de cette rencontre, d'autant qu'on laisse croire que pour la première fois, des représentants d'organisations de syndicats autonomes y prendront part. Pour rappel, la dernière réunion ayant regroupé le gouvernement et ses partenaires, le



Ali Haddad.

patronat et l'UGTA, s'est tenue en juin dernier et a examiné plusieurs dossiers, notamment le nouveau «modèle économique», la mise en œuvre du pacte économique et social «dans les domaines de l'investissement et de l'emploi » et l'ajustement du régime de retraite.

A. B.

Photos : Samir Sid

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

Emmanuel Macron en campagne à Alger

Sa visite est annoncée tambours battants depuis un moment déjà. Emmanuel Macron, candidat bien placé pour la présidentielle française de 2017, sera lundi à Alger pour une visite de deux jours qui semble intéresser les Algériens au plus haut point.

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - Macron est donné favori à la présidentielle par les derniers sondages effectués et cela Alger ne l'ignore pas. Homme politique ayant occupé, en dernière date, le poste de ministre des Finances, ancien banquier et homme d'affaires, il est bien connu des responsables algériens qui pourraient voir aujourd'hui en lui l'incarnation de cette prochaine étape qui se profile avec Paris. Et même si on n'y est pas encore, affirment des sources très informées des tenants et des aboutissants de cet événement, cette visite est préparée comme l'ont été les tournées de tous les autres candidats français avant lui. «L'étape Algérie est devenue un passage très important pour tous les prétendants à la présidentielle en France. Le passage est devenu presque obligatoire, nous le constatons bien depuis de longues années. Et plus on va, plus la tendance s'accroît», nous dit-on. On en veut pour preuve toute la publicité faite autour de cette visite sur la page Facebook d'Emmanuel Macron lequel a même

annoncé la tenue d'une conférence de presse à l'hôtel Sofitel. «Ceci fait aussi partie de sa campagne. Les réseaux sociaux jouent un rôle très important dans la vie des hommes politiques du monde entier et, en tant que candidat, il a sans doute voulu également prendre la température avant de venir en enregistrant les commentaires qui suivraient sa publication.» Macron a naturellement prévu de rencontrer la communauté française établie en Algérie et il semble que la composante des binationaux ait été également comptabilisée dans le lot. Les mêmes sources confirment que ce dernier sera également reçu par de hautes autorités algériennes, «des officiels qui vont l'écouter comme ont été écoutés les autres candidats passés par Alger avant d'être élus présidents».

Cette fois pourtant, il y a une différence, nous dit-on. «Contrairement aux autres, Emmanuel Macron n'a pas de programme clair ; en fait, on considère qu'il n'en a pas du tout. Il est socialiste certes, mais il a quitté le PS (Parti socialiste) en annonçant qu'il

allait faire cavalier seul, mais personne ne connaît réellement ses intentions.

La position algérienne sera donc d'écouter les propositions sans plus pour l'instant. Tout le monde sait que les intérêts viennent en fonction des propositions, des programmes pour ce candidat, il faudra attendre.»

A la tête du mouvement politique «En Marche», fondé en avril 2016 en perspective de la présidentielle de 2017, Emmanuel Macron défend le «social-libéralisme» et promet d'introduire une toute nouvelle façon de faire une fois à l'Elysée. De nouvelles pratiques dont on ignore tout pour l'instant tant les réelles tendances du candidat demeurent floues.

Une chose est sûre : Macron entamera sa visite peu de temps après de fracassants propos autour «des effets positifs de la colonisation en Algérie». Dans un entretien très controversé accordé au *Point*, il a déclaré que cette colonisation avait eu des «éléments de civilisation et des éléments de barbarie (...) En Algérie, il y a eu la torture mais aussi l'émergence d'un Etat, de richesses, de classes moyennes, c'est la réalité de la colonisation». De tels propos ont fatalement attiré les foudres des internautes sur un candidat qui pourrait révéler encore d'autres surprises une fois à l'Elysée.

A. C.

ADRAR

Une effarante cache d'armes découverte par l'armée

Il est évident que malgré l'immensité du dispositif en vigueur depuis plus d'une année maintenant, le long de la bande frontalière que partage le pays avec nos voisins au sud et un peu plus à l'est, les tentatives d'incursion dans le territoire national ne sont pas à écarter, comme l'ont démontré d'ailleurs les multiples opérations de l'ANP couronnées parfois par la récupération d'un armement impressionnant et d'une qualité qui ne fait aucun doute sur sa provenance. De là découle toute l'importance du renseignement comme le précise bien le communiqué mis en ligne hier par le ministère de la Défense sur une opération de fouille menée dans la wilaya d'Adrar, limitrophe avec la Libye, mais sans en préciser le lieu exact.

Les recherches engagées dans la matinée d'hier, selon le bulletin d'information du MDN, ont permis aux éléments de l'ANP de mettre au jour une cache d'armes du genre à laisser sans voix. En effet, selon l'énoncé du détail des armes récupérées, il y a de quoi tirer chapeau bas aux services de renseignement. Qu'on en juge : un canon SPG-9, deux mitrailleurs de calibre 14.5 mm, un mitrailleur 12.7 mm, une mitrailleuse PKT, deux fusils à jumelles de calibre 7.62x54 mm, trois mitrailleurs RPK, deux kalachnikovs, un fusil semi-automatique de type SKS, deux fusils à répétition, un fusil de type MAS-36, sept obus D30, quinze obus de mortier calibre 60 mm, dix-huit roquettes SPG-9 de calibre 73 mm, trois roquettes RPG-7, dix grenades F1, et pour couronner le tout, deux systèmes de missiles russes Grad BM, et plus de sept mille balles de différents calibres. Une énorme prise qui vient ainsi étoffer un bilan tout ce qu'il y a d'impressionnant de l'armement récupéré par l'ANP depuis notamment le mois de mars dernier, et surtout qui renforce les interrogations quant aux conséquences des campagnes victorieuses contre les groupes terroristes condamnés à fuir la Libye et leurs tentatives de trouver leur salut en s'engouffrant dans les territoires voisins dont notre pays.

M. Azedine

GRÈVE DE LA FAIM AUX BEAUX-ARTS

Énième promesse ou début d'un dénouement ?

En toute illégalité, l'accès des journalistes à l'Ecole des Beaux-Arts d'Alger est soumis à une autorisation du ministère de la Culture.

Les six étudiants en grève de la faim se retrouvent donc sous embargo. Une semaine s'est écoulée depuis le début de la grève de la faim entamée par sept étudiants de l'Ecole supérieure des Beaux-Arts d'Alger. Hier matin, le gardien de l'établissement nous exigeait un ordre de mission délivré par le ministère de la Culture pour pouvoir rencontrer les grévistes. Une autorisation demandée également à leurs parents et à toute autre personne non munie d'une carte d'étudiant. Alors que la porte-parole de la tutelle dit ne pas être au courant d'une

telle instruction donnée par le ministère, l'étudiante Myriam Zeggat, porte-parole du mouvement de grève, confirme qu'il s'agit bel et bien d'un «embargo» imposé aux étudiants afin de les isoler et de les obliger à mettre fin à leur action. Elle rapporte, par ailleurs, que le directeur de l'école leur a lui-même déclaré qu'il a limité délibérément l'accès à l'établissement pour isoler le mouvement de ceux qu'il qualifie d'agitateurs.

Par ailleurs, on apprend à l'heure où nous écrivons que le ministre de la Culture Azeddine Mihoubi, de

retour d'un voyage à Tunis, a rendu visite avant-hier soir aux grévistes avec qui il a tenu une réunion de plusieurs heures dont il est sorti un certain nombre de mesures annoncées dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction.

Le ministre s'engage à fixer la résidence des étudiants au Village des artistes de Zéralda avec une prise en charge de leur restauration et transport à condition qu'ils acceptent d'intégrer, dès la prochaine rentrée, les différentes cités universitaires (Hydra, Ben Aknoun, Vieux-Kouba et Bab-Ezzouar) où ils ont été initialement dispersés avant qu'ils ne contestent ce choix. Quant aux revendications pédagogiques

qui concernent le changement de statut de l'Ecole des Beaux-Arts, Azeddine Mihoubi annonce la mise en place d'une commission interministérielle (culture et enseignement supérieur) pour étudier la possibilité d'intégrer les beaux-artistes au système LMD ; il charge, par ailleurs, les étudiants d'établir une plateforme «claire et précise afin d'améliorer les méthodes pédagogiques en vigueur actuellement au sein de l'école», lesquels étudiants «feront partie d'un groupe de travail regroupant les enseignants ainsi que des représentants des ministères de la Culture et de l'Enseignement supérieur» dans le but de rehausser le système de formation. Enfin, le

communiqué affirme que les étudiants ont souscrit à cette feuille de route et se sont engagés à cesser la grève des cours ainsi que celle de la faim. Or, hier en fin d'après-midi, la porte-parole des grévistes indique que ces derniers sont actuellement en négociation avec un représentant du ministère et qu'il n'est pas encore question de mettre fin à la grève. A rappeler que l'un des étudiants en grève de la faim a été transporté avant-hier à l'hôpital, tandis que la grève des cours se poursuit depuis novembre 2016 malgré la récente reprise d'une cinquantaine d'étudiants parmi les quatre-vingts grévistes.

S. H.